

<https://ugtg.org/spip.php?article1867>



# Pwofitasyon la, byen la, toujou la, par Elie DOMOTA, Porte-parole du LKP

- Dossier spécial LKP -



Date de mise en lignemercredi 29 août 2012

---

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

---

En réponse à la **pwofitasyon** sur les prix, le gouvernement Sarkozy nous avait promis **plus de concurrence**. Trois ans après, le constat est affligeant : **pwofitasyon la é toujou la**.

Les avis de l'autorité de la concurrence dénonçant les monopoles oligopolistiques, les marges abusives des importateurs-distributeurs, les ententes commerciales illégales, les clauses d'exclusivités anticoncurrentielles ont fini à la poubelle.

Ces manquements n'ont jamais été sanctionnés. L'État n'a jamais mis en oeuvre l'article L.410-2 du Code du Commerce que reprend l'article 1 de la loi pour le développement économique des "dom".

L'État et les Collectivités s'étaient engagés à faire respecter les baisses de prix négociées, à faire répercuter les baisses des taxes, notamment l'octroi de mer, et à lutter contre la **pwofitasyon** sur les prix. Pourtant les prix n'ont pas cessé d'augmenter. **Blag a mas a kòn ! Yo konplis**.

Le Groupe d'Intervention Régional (GIR), censé lutter contre les pratiques abusives en matière de prix, mettre en place et diffuser des enquêtes et des études sur les prix et les revenus et étudier la mise en place d'une plate-forme logistique unique pour agir sur la baisse des prix, n'a à été fait de tout cela. Même le numéro vert "consommateur" n'a jamais fonctionné.

L'état et les Collectivités de Guadeloupe auront réussi à ramener petit à petit le prix des carburants en Guadeloupe au même niveau que celui de la France, toujours dans l'opacité la plus totale. Aucune information sur le prix d'achat, ni sur la provenance des carburants, alors que les compagnies pétrolières s'approvisionnent notamment dans la Caraïbe et dans le Golf du Mexique. et les **YO** continuent à nous faire croire qu'il n'y a pas de carburants aux normes européennes dans la Caraïbe0

La gestion de la ressource en eau demeure problématique en Guadeloupe : Coupure intempestive, pannes répétées, réseau obsolète, pénurie, captage défaillant, ressource impropre à la consommation, **pwofitasyon** sur les prix, prix et opérateurs multiples, **pwofitasyon si maléré...** les engagements pris dans le cadre des Accords du 04 mars 2009, là encore, ne sont pas respectés.

Quand au versement de la subvention de 100 000 euros au Bureau d'Études Ouvrières créé par le LKP afin d'assurer des contrôles, des études sur l'évolution des prix ainsi que des propositions d'amélioration du pouvoir d'achat, pas un centime n'a été versé par les services de l'Etat malgré le dépôt des pièces et dossiers demandés par la préfecture.

Concernant les revenus, après avoir bénéficié des aides de l'Etat et des Collectivités, les patrons de Guadeloupe refusent d'appliquer l'accord signé en 2009. Il s'agit là d'une escroquerie manifeste assimilée à un enrichissement sans cause. Les revenus demeurent inférieurs en Guadeloupe à la moyenne française de plus de 40%. Dans le même temps, les élus de Guadeloupe, par la voix de l'association des Maires ont décidé de supprimer le maintien des revenus lors des congés maladies des agents communaux.

La situation des jeunes, au regard de la formation et de l'emploi, est dramatique. Le plan d'urgence pour l'emploi et la formation n'a jamais vu le jour. Chacun, Etat, Collectivités ayant choisi de jouer seul sa partition pour de sombres considérations politiques.

Et pour couronner le tout, malgré l'interdiction de l'épandage aérien de pesticides en France et en Europe, l'État

Français a choisi de distribuer des dérogations aux **pwofitan davwa nou pa moun** .

Tel est le petit bilan rapide que nous pouvons tirer du passage de Marie-Luce Penchard mais aussi de Victorin Lurel et Jacques Gillot, coresponsables de cette situation car signataires, au nom du conseil régional et général, au même titre que l'État, des accords du 04 mars 2009.

Depuis 32 ans, **Travayé é Pèp Gwadeloup, jèn é vyé, avoté é matrité** , sont debout face aux **pwofitan** , prouvant ainsi que **konplo a nèg pa konplo a chyen** malgré toutes les tentatives de division de notre peuple. Nous avons décidé de changer notre sort nous-mêmes, en comptant sur nos propres forces, sur notre propre détermination, sur notre conscience et sur la montée de notre esprit de révolte. Nous avons beaucoup réfléchi, analysé et compris les raisons profondes du refus affiché par les institutions, l'État, la Région et le Département de ne pas **lévé NOU di gad é méprizé Travayé é Pèp Gwadeloup**.

Tous bords politiques confondus, Etat, Région et Département ont décidé de ne pas respecter leur signature et de se soustraire à leur engagement. LKP a grandi, s'est fortifié. Ces trois années de **liyannaj** d'expériences, de parcours de révolte, d'organisation collective, de réappropriation de notre culture, de nos **mès é labitid** , de **NOU** mêmes, nous ont permis de conforter notre conviction qu'il ne faut surtout pas **bésé tèt ni konté si pyé a lézot pou maché**.

Il s'agit de **NOU** , de poursuivre et de gagner le combat **kont démounaj a Fanm é Nom Gwadeloup** , entrepris depuis des siècles pour faire de **NOU** des êtres sans terres, sans culture, sans âme, sans histoire, sans héros ; des êtres sans vie.

Nous sommes des femmes et des hommes dignes, **kont tout moun si latè** , capables de nous battre et de vaincre.

**Ni tanpisouplé** , ni réformer, ni amender, ni même négocier **pou rété doubout** . Mais nous mettre debout, tout simplement **kon Fanm é Nom vèwtikal** . Revendiquer cette posture, propager et diffuser l'idée d'une confrontation permanente avec le système colonial et capitaliste, telle est notre tâche du moment, **jòdila é dèmen** .

Elie DOMOTA

Porte-Parole du LKP